

Dar Es Salaam
8 juillet 1994

M. VAN WINSEN
Auditeur militaire
Auditorat près le Conseil de Guerre
Palais de Justice
1000 Bruxelles

Objet : Enquête concernant l'homicide de 10 militaires belges à Kigali, le 07 avril 1994.

Réf. : votre lettre du 20 juin 1994 au Secrétaire Général du Ministère des Affaires étrangères.

Monsieur l'Auditeur Militaire,

J'ai l'honneur, par la présente, de vous faire parvenir un rapport circonstancié relatif aux événements que j'ai vécus à Kigali du 06 au 10 avril 1994. Pendant ces quatre jours je me trouvais à mon domicile, sis au 35, avenue Paul VI, Kigali, qui était virtuellement entouré par des éléments de la Garde Présidentielle rwandaise occupant le carrefour de l'Avenue de la Jeunesse et de l'Avenue Paul VI.

Mon domicile se trouvant à quelques maisons de la résidence de feu Mme Agathe UWILINGIYIMANA, Premier Ministre du Rwanda, j'ai été témoin de quelques événements qui se sont déroulés sur le carrefour et dans l'Avenue Paul VI dès le 06 avril 1994.

Je tiens toutefois à souligner que, par la force des choses, ce témoignage ne peut qu'être très partiel. Ne sachant pas ce qui est un détail ou une information de première importance pour votre enquête et afin de vous permettre de juger de l'utilité du témoignage, je me suis donc permis de relater de manière fort détaillée ces événements.

Ce rapport relate les événements vécus jusqu'au 10 avril 1994. Dans la matinée du dimanche 10 avril, je quitte en effet mon domicile pour me rendre à l'Ambassade de Belgique où je suis resté jusqu'au mardi 12 avril 1994.

Travaillant depuis le 17 mai à notre Ambassade à Dar es Salaam, je n'ai pas eu l'occasion lors de mon bref passage à Bruxelles de vous rencontrer afin de vous transmettre toutes ces informations. Ici à Dar Es Salaam, je rencontre cependant de nombreuses personnalités rwandaises qui me transmettent des informations qui me paraissent importantes pour votre enquête. Vous trouverez donc également dans mon rapport les informations que j'ai pu recueillir lors des entretiens que j'ai eus avec ces personnalités.

Je reste, bien entendu, entièrement à votre disposition et vous signale, à cet effet, que je devrais rentrer en Belgique vers le 15 août 1994. Je vous propose, si nécessaire, de rester en contact avec Mr Baudouin FONTAINE, du Service Afrique Centrale du Ministère des Affaires étrangères qui pourra vous communiquer la date exacte de mon retour ainsi que mes coordonnées.

En attendant de pouvoir davantage vous être utile, je vous prie d'agréer, Monsieur l'Auditeur Militaire, l'expression de ma haute considération.

Bruno ANGELET
Attaché d'Ambassade près
l'Ambassade de Belgique à Kigali,
en mission à Dar Es Salaam



1. Descriptions des lieux

Affecté en tant qu'Attaché d'Ambassade près notre Ambassade à Kigali en novembre 1993, je suis arrivé à Kigali le 17 janvier 1994. J'y occupais depuis le début du mois de février une maison, propriété de l'Etat belge, située au coin de l'Avenue Paul VI et de l'Avenue de la Jeunesse (cfr. plan en annexe). L'Ambassade de Belgique se trouvait à cinq minutes de marche de la maison. J'avais comme voisin dans l'Avenue Paul VI mon collègue Mr Philippe COLYN, Premier Secrétaire près l'Ambassade de Belgique, son épouse et sa fille. Les deux maisons étant contigues, on pouvait passer d'une parcelle à l'autre par un petit portail placé dans la clôture. Le Premier Ministre du Rwanda, Mme Agathe UWILINGIYIMANA, habitait quatre maisons plus loin dans l'Avenue Paul VI. Derrière ma maison habitait le médecin personnel du Président, le Dr AKINGENEYE Emmanuel, également mort dans l'attentat du 06 avril. Derrière la maison de Mr COLYN habitait Mr SINDIKUBWABO, ancien Président du Parlement (CND ou Conseil National de Développement), désigné "Président de la République" par le "gouvernement intérimaire" suite à l'attentat du 06 avril. Au-delà, à droite, du carrefour, dans l'Avenue de la Jeunesse, se trouvait une résidence du Président HABİYARIMANA.

Le quartier était bien contrôlé par les militaires rwandais. A cet effet plusieurs barrages avaient été érigés où le passage en voiture était en général interdit. Je connaissais relativement bien ces points de contrôle puisque j'avais l'habitude de faire plusieurs fois par semaine du jogging dans le quartier dès 06h30 du matin. Certains militaires rwandais, en poste au barrage, ont cru que j'étais un Casque bleu belge comme il me l'ont affirmé par après.

2. Descriptions des événements survenus du mercredi 06 au dimanche 10 avril 1994

Mercredi 06 avril 1994

Après avoir terminé une réunion avec l'Ambassadeur et Mme Monique MUYAWAMARIYA (militante rwandaise des Droits de l'homme, connue en Belgique par ses déclarations faites lors de son arrivée à Melsbroek, suite à son évacuation de Kigali, et par sa participation à des programmes télévisés sur le Rwanda), je quitte l'Ambassade vers 18h00 pour me rendre chez moi. De 19h30 à 20h20 je regarde la télévision dans une dépendance de la maison de Philippe COLYN, qui se trouvait avec sa famille en vacance à Zanzibar et qui m'avait laissé les clés de la maison. Je parle ensuite avec le personnel de Philippe COLYN pour m'assurer que tout se passe bien. Je passe ensuite par le portail dans la parcelle de ma maison et entends une forte explosion. J'en parle avec la sentinelle qui m'affirme qu'il ne s'agit pas d'une explosion de grenades mais que cela pourrait être une explosion d'un dépôt de munitions. Je vais écouter le journal en français de RTL (Radio Télévision Libre des Mille Collines) qui commence normalement à 20h30. C'est à ce moment que j'apprends pour la première fois qu'un attentat a été perpétré contre l'avion présidentiel. Les journalistes de RTL invitent à rester à l'écoute car ils attendent la confirmation que le Président a péri dans l'attentat. Je reçois vers 20h50 un coup de fil de Mme MONIQUE qui m'informe de ce qu'elle vient également d'entendre au journal de RTL. Elle me fait part de ses vives inquiétudes. Vers 21h20 Edgard, la sentinelle de nuit, vient frapper à la porte pour m'annoncer que de nombreux militaires viennent occuper le carrefour situé devant la maison. Je vois et entends en effet que des lourds véhicules font des manœuvres devant la maison. Je sors et m'approche du portail d'entrée donnant sur le carrefour afin de voir ce qui se passe. Les militaires m'ordonnent de rentrer immédiatement et de ne plus sortir de la maison. Je me souviens avoir vu les véhicules et quelques militaires sans avoir pu en estimer le nombre. J'entends ensuite des gros coups de marteaux sur des objets en acier. Sans doute plaçait-on des installations d'artillerie lourde sur le carrefour. Je tente d'observer le carrefour avec une paire de jumelles. Je distingue un char blindé placé en face du portail, avec le canon de la mitrailleuse soit orienté vers la maison du Premier Ministre soit orienté en sens opposé. Tout au long de la nuit la circulation y est intense. Je reçois sans arrêt des appels téléphoniques de Belges inquiets.

Jeudi 07 avril 1994

Vers quatre heures du matin Edgard m'informe que RTLM vient d'annoncer officiellement la mort du Président. J'étais déjà au courant à ce moment, RTLM l'ayant sans doute déjà annoncé plus tôt. Edgard est terrifié de peur et me dit : "Ils vont tous nous tuer" (lui-même étant Tutsi). J'ignore s'il dit cela après avoir entendu à RTLM des appels aux massacres de Tutsi. Je lui propose de se réfugier dans la maison. Il préfère se joindre au personnel Tutsi dans la maison de Philippe COLYN. Plus tard dans la matinée, échange de violents tirs de feu et de raffales de mitrailleuses lourdes. Les combats se déroulent à une telle proximité que je pense d'abord que c'est la maison qu'on prend pour cible. Je m'abrite dans le corridor et, comprenant que la maison n'est pas touchée, m'oriente ensuite vers la salle à manger pour observer le carrefour. Je constate que le blindé tire dans l'Avenue Paul VI vers la maison du Premier Ministre. Plusieurs militaires, coiffés du béret noir (appartenant donc à la Garde Présidentielle) et armés de mitraillettes traversent en courant le carrefour. J'entends également des raffales et tirs venant de l'Avenue Paul VI, mais d'une telle distance que j'ai l'impression que les débats se déroulent entre les militaires du carrefour devant la maison et des militaires positionnés à l'autre bout de l'Avenue Paul VI, auprès des baraques du camp militaire. Plus tard, le blindé quitte le carrefour et avance dans l'Avenue Paul VI dans la direction de la résidence du Premier Ministre. Les clôtures de bambou m'empêchant la vue, je ne parviens pas à voir ce qui se passe exactement dans l'Avenue Paul VI. Quelques instants plus tard les tirs s'arrêtent et quelques militaires rwandais reviennent à pied vers le carrefour. Je ne me souviens plus à partir de quel moment le blindé est revenu. Mais les véhicules ont apparemment tous quitté le carrefour. Signalons donc que tous les militaires que j'ai pu voir sur le carrefour portaient le béret noir et appartenaient donc vraisemblablement à la Garde Présidentielle.

Après quelques tirs sporadiques, les raffales et les tirs ininterrompus reprennent. Je comprends que c'est une chasse à l'homme qui est en cours. L'Ambassadeur me signale par téléphone que ses collègues l'ont informé qu'une forte animosité anti-belge règne en ville suite aux rumeurs, véhiculées par RTLM, que les Belges sont responsables de la mort du Président. Nous décidons de préparer les premières phases du plan d'évacuation. L'Ambassadeur m'informe également que tous les membres du gouvernement sont recherchés par les militaires rwandais. Je ne me souviens plus si, à ce moment, nous savions déjà que le Premier Ministre avait été assassinée.

Dans le quartier Kyuvu, où j'habite donc, l'"opération de nettoyage" bat son plein. J'entends partout autour de moi des coups de feu, des raffales, des coups de crosse ou de marteaux brisant les portes, des cris de femmes et enfants. Je vois passer sur le carrefour des militaires rwandais transportant des objets volés. L'horreur est tellement proche que j'ai l'impression qu'on s'attaque à la maison de Philippe COLYN. J'essaie de voir, par les fenêtres de la salle de bain, si les militaires ont pénétré le jardin. Je suis terrorisé par l'idée que le personnel est resté dans la maison de Philippe COLYN. Je me décide d'aller chercher dès que possible toutes les personnes qui s'y trouvent afin de les cacher dans ma maison. J'aperçois, au-delà de la clôture de bambou, des militaires dans le jardins des SINDIKUBWABO. Ils pénètrent la maison. J'entends des cris et des raffales. Je n'ai jamais compris ce qui s'y est passé. Connaissant la position actuelle de SINDIKUBWABO (il est désigné "Président de la République" par le "Gouvernement intérimaire") cela m'étonnerait qu'on ait assassiné des membres de sa famille. Nous savons aujourd'hui qu'Agathe UWILINGIYIMANA s'est évadée par l'arrière de sa résidence lorsque les Gardes Présidentielles ont lancé une attaque pour neutraliser les Casques bleus belges qui y montaient la garde et assassiner le Premier Ministre. Ayant franchi les clôtures des voisins habitant derrière sa résidence, elle se serait trouvée dans l'Avenue de l'Armée où elle aurait été abattue par après. Je me demande si les deux événements ne sont pas liés. Les militaires rwandais ont peut-être été appelés par les SINDIKUBWABO lorsqu'Agathe a frappé à leur porte pour leur demander refuge. Dans le courant de l'après-midi ainsi que le jour après j'ai vu des gens creuser à coups de pioche des puits dans le jardin des SINDIKUBWABO. Je n'ai pas pu y distinguer des corps. On avait cependant posé auprès des puits des objets de grande taille, enveloppés dans des vêtements. J'ignore totalement ce qui aurait pu se passer dans ou devant cette maison.

C'est vers la fin de la matinée que je quitte ma maison pour passer par la clôture vers la maison de Philippe COLYN. Il s'est mis à pleuvoir et je saisis ce moment d'accalmie pour aller chercher le personnel. J'entends des bruits violents dans les maisons en face des COLYN, de l'autre côté de l'Avenue Paul VI. Je ramène le personnel vers ma maison et les installe, en ouvrant les faux plafonds, dans les greniers. Je cache ensuite mes documents d'identité sous les ordures dans la poubelle. Je cache également tout objet pouvant porter la mention "belge". Je repars vers la maison

des COLYN pour y prendre la radio de communication. Les batteries de mon Talkie-Walkie étaient épuisées. Le rechargeur avait été grillé par une surcharge de courant. J'installe la radio dans la salle à manger. Une demie-heure après on frappe au portail. Quatre hommes de la Garde Présidentielle m'ordonnent d'ouvrir. Ils me demandent qui se trouve dans la maison.

- "Vous avez des gens chez vous ?"

- "Non, je suis seul."

- "Pas de famille ? Où est le personnel ?"

- "Je n'ai pas de famille. Le personnel ne s'est pas présenté ce matin. Ceux qui étaient encore ici cette nuit se sont enfuis. Je ne les ai plus revus ce matin."

Les quatre militaires entrent dans le jardin, franchissent la porte du salon. Ils sont armés de mitraillettes, portent des ceintures de cartouches et des grenades. Ils m'interrogent sur ma nationalité, me demandent mes documents d'identité. Je dis que je suis Français, et que j'ai laissé mes documents d'identité au bureau que j'ai quitté précipitamment le soir avant après avoir entendu l'explosion. Ils me demandent encore si j'ai des armes, de l'argent ou un coffre. Je dis que je n'ai ni armes ni coffre et que je laisse les montants importants d'argent au bureau. Je leur donne néanmoins mon portefeuille, dont j'avais déjà ôté les pièces d'identité. C'est à ce moment qu'un des militaires découvre la radio de communication. Cela suscite immédiatement la colère.

- "Mais vous êtes militaire ? Vous travaillez pour la MINUAR ? Qu'est-ce que cette radio ? Pourquoi ces radios ? Qu'est-ce que vous faites ? Quel est votre travail ?"

On me place aussitôt une mitraillette sur la poitrine. Je lève les bras et tente de les convaincre.

- "Je suis médecin français. Alors, toutes ces radios que vous voyez doivent me permettre de rester en contact avec l'hôpital. Je travaille ici à Kigali. Mais nous devons également rester en liaison avec l'intérieur du pays."

Un militaire se penche vers la radio et constate l'inscription "Premier Secrétaire".

- "Mais qu'est-ce que ceci ? Qu'est-ce que cela veut dire ?"

- "Ce n'est rien. Il s'agit des secrétaires de l'Hôpital."

Aussi grotesque et maladroite que cette explication puisse paraître, elle semble calmer les esprits. Je dois cependant ajouter que les militaires me semblaient peu lucides et enivrés. Il s'en suit alors une longue et minutieuse fouille de la maison. Je dois emmener les militaires dans tous les espaces de la maison, tout en veillant à les garder ensemble afin de contrôler leurs mouvements. Je les invite à prendre tout ce qui les intéresse, espérant ainsi les amadouer. On m'ordonne de vider toutes les armoires, d'ouvrir des sacs, de déballer des tentes ou sacs de couchage. Fort heureusement, le contrôle de la cuisine se limite à un coup d'oeil dans les frigos et les casseroles. Le débarras, où je conservais les provisions et où j'avais forcé les faux plafonds pour y placer les gens venus de chez Philippe COLYN, échappait également à un contrôle. J'avais préalablement dévissé l'ampoule dans le socquet de la lampe, afin d'éviter qu'on puisse éclairer l'endroit. C'est donc à l'aide d'une bougie que les militaires jettent un coup d'oeil sur les provisions. Je les amène aussitôt vers un autre endroit où j'avais auparavant placé toutes les bouteilles d'alcool afin de dévier leur attention du débarras.

Cette première visite aura pris environ une heure. Lors que les militaires quittent la parcelle, ils me demandent mon numéro de téléphone. Je donne un faux numéro. Je les interroge sur ce qui se passe dans la ville et sur les circonstances de l'attentat. Concernant l'attentat ils me disent tout bonnement qu'il a été perpétré par le FPR "et les Belges". Ils sont peu loquaces sur ce qui se passe en ville et sur ce qui s'est passé dans la rue le matin : "c'est l'ennemi, il faut le combattre".

Pendant toute l'après-midi, je constate des va-et-vient sur le carrefour. Des camions, des pick-up bourrés de militaires, parfois un char ou des blindés. Un groupuscule de gardes reste en permanence présent sur le carrefour. Pendant toute la journée le téléphone sonne sans cesse, et ce depuis très tôt le matin. Dans le courant de l'après-midi, je reconstruis le plan d'évacuation par téléphone. Philippe COLYN, auteur du plan, se trouvait à Zanzibar et tous les documents du plan se trouvaient à l'Ambassade. Il fallait donc, avec une secrétaire de l'Ambassade, par téléphone, reconstruire la pyramide de commandement et donner des instructions aux responsables de secteur dans l'ensemble du pays. On pouvait ainsi prendre le pouls de la situation dans toutes les préfectures. Dans le Sud, la situation demeurait calme. Au Nord, à Gisenyi (région dont était originaire le Président), l'animosité anti-belge était déjà très forte et les Belges y présents étaient fort tendus et angoissés. L'Ambassadeur m'informe de la mort de dix de nos Casques bleus. On ne connaît pas, à ce moment, les circonstances de leur mort. J'ignore à ce moment que les combats qui se sont déroulés à cent mètres de chez moi ont déterminés leur sort. L'Ambassadeur m'annonce

également l'assassinat d'Agathe UWILINGIYIMANA. Je reçois un coup de fil d'un fonctionnaire rwandais d'UNICEF qui m'informe que la dépouille de son voisin belge, Mr Albert CRAMER, repose dans le jardin. L'homme me demande ce qu'il peut faire de la dépouille. Je lui demande d'en prendre soin. Je crois me souvenir qu'après quelques autres appels, l'homme a décidé d'enterrer le corps de Mr CRAMER. Lors d'une communication téléphonique avec l'Ambassadeur on est interrompu par des violents tirs de feu devant la résidence de l'Ambassadeur. L'Ambassadeur reste en ligne mais me dit que les tirs sont échangés entre les Casques bleus installés en face de la Résidence et des militaires rwandais qui passaient dans la rue. Je crois ne pas me tromper sur le moment de ces combats. Il se pourrait cependant que tout ceci s'est déroulé plus tôt dans la matinée. C'est du moins l'impression que j'ai quand je réfléchis au coup de fil que je reçois, cette fois à coup sûr dans l'après-midi, d'un Belge. Ce Belge habitait au-delà du carrefour Rusumo en prolongeant la rue de la Résidence de l'Ambassadeur. Le Belge m'informe qu'un pick-up bleu, de marque Toyota, s'est accidenté devant son domicile et est tombé dans le fossé. Des militaires rwandais qui se trouvaient à bord du véhicule son mort. La voiture est atteinte de balles. Un militaire rwandais, gravement blessé, se traîne jusque dans le jardin du Belge (dont le nom m'échappe). Il crie au secours en kinyarwanda et dénonce les Belges qui "ont abattu le Président" et qu' "il faut également les assassiner". Le militaire rwandais prétend en outre que lui-même, ainsi que ses compagnons du véhicule, ont tué le Ministre Landoald NDASINGWA et le Premier Ministre Agathe UWILINGIYIMANA dans la matinée. Le Belge me dit que le véhicule avait traversé le carrefour en sortant de la rue de la résidence de l'Ambassadeur. Des militaires belges m'ont par après décrit les combats qui ont eu lieu devant la résidence et m'ont parlé d'un pick-up bleu, marque Toyota. Je me souviens que quelqu'un m'a dit que ce pick-up était descendu de l'Avenue Paul VI par la longue rue qui part d'en face du camp militaire (Rue Kavuyu ?) de l'Avenue Paul VI avant d'aboutir dans la rue de la résidence.

En étant en contact avec des militaires belges de la Coopération Technique Militaire (CTM), j'apprends que les soldats du FPR, restés retranchés jusqu'alors au CND, ont réussi à s'évader vers 15h00 et se sont dispersés dans la ville. On ressent, dans l'après-midi, que la présence des militaires se relâche. J'ai eu l'impression, à ce moment, que les militaires ont du interrompre l'opération de "nettoyage" et ont du cibler leur attention sur les combats avec les soldats du FPR. Ce relâchement a pu être exploité en certains cas pour regrouper des Belges à certains endroits de Kigali. Les pillages ont diminué à ce moment à Kiyuvu (quartier que j'habitais, ainsi que l'Ambassadeur), du moins c'est l'impression que j'avais dans mon secteur. Les milices ont immédiatement pris la relève, ailleurs à Kigali, mais ceci n'était pas le cas de Kiyuvu.

Avec la tombée de la nuit, on peut entendre des tirs sporadiques. Les militaires m'ordonnent d'éteindre les lumières du portail afin de ne pas éclairer le carrefour. De violents combats éclatent entre les FAR et le FPR sur plusieurs collines de la ville

Vendredi 08 avril 1994

Tout au long de la journée des appels tragiques de gens en danger Je tente immédiatement d'appeler la MINUAR. Mais KIBAT ne décroche plus. Tous les numéros commençant par un 8 sont déconnectés. J'appelle Magërwa et Rwandex, sociétés gérées par des Belges et où sont logés des militaires belges. Je suis régulièrement en contact avec les militaires belges positionnés auprès de l'Ecole belge. Mais partout où je parviens à contacter la MINUAR on m'annonce qu'on ne peut rien faire, que l'Armée rwandaise a encerclé les unités de la MINUAR qui, elles, ont reçu instructions de ne pas bouger.

A l'intérieur du pays, la tension s'intensifie. Après le Nord, le Sud est également pris dans un tourbillon de violence. Les volontaires belges sont gravement menacés et, en certains cas, attaqués par une foule enragée.

Devant chez moi, sur le carrefour, il fait plutôt calme. Je ne compte plus qu'une poignée de militaires qui restent assis sur le bord de la route, en buvant des bières et bavardant entre eux. Plus tard dans la matinée, ils frappent au portail. Ils sont trois. Je reconnais deux militaires venus le jour précédent. En arrivant au portail, je tente de nouer le dialogue. Je les interroge sur le déroulement des combats. "L'ennemi est à dix kilomètres de la ville", me dit-on. "N'abandonnez pas, dis-je, le Rwanda compte sur vous !" Je prononce encore d'autres paroles du genre. Je déteste de jouer ce rôle mais tente de tout faire pour éviter des tensions et des nouvelles visites. On me demande encore mon nom. Un militaire me dit qu'il me reconnaît des joggings que je faisais le matin. Il croyait d'abord, dit-il, que j'étais un Casque bleu parce que je portais un T-shirt d'un ton gris léger quand j'allais courir. Ces camarade lui disent "Ha non, il est français." Je demande leur prénom, et me

souviens aujourd'hui encore de "Christombe" et de "Thadée". Mais en venant frapper à l'entrée, ils souhaitent surtout entrer. Ils se promènent avec nonchalance dans la maison. Les objets les plus intéressants avaient déjà été emmenés le jour avant. Reste plus que des vêtements, de la nourriture et des boissons à prendre. Ce qu'ils font d'ailleurs. Le tout se passe dans une ambiance bon-enfant. Tout au long de la journée on entend que des combats ont lieu dans la ville. Dans le quartier de Gikondo, des massacres ont lieu. Quelques militaires du FPR s'y étant réfugiés, tout le quartier est ratissé et tous les Tutsi se font assassiner. Le soir et pendant la nuit les combats s'intensifient.

Samedi 09 avril 1994

Rien de particulier à signaler. Toute la journée des appels sans cesse. Dans le courant de l'après-midi apparemment les choses bougent. Quelques Casques bleus parviennent à circuler. Ils protègent notamment la résidence de l'Ambassadeur dont ils investissent la parcelle. L'Ambassadeur me propose de venir passer la nuit chez lui. Deux jeeps viennent me chercher vers 20h30. Arrivé à la résidence on continue immédiatement à travailler. Pendant toute la nuit on négocie avec le "gouvernement intérimaire" et l'Armée rwandaise afin d'obtenir l'autorisation d'atterrir pour les C-130 transportant les parachutistes belges de Nairobi. Je parle également, pendant la nuit, avec le Capitaine Marchal, chef des Casques bleus protégeant la résidence. Il m'explique les circonstances de l'assassinat des dix Casques bleus belges qui étaient sous son commandement. Je crois me souvenir qu'il était témoin visuel de l'attaque des Gardes Présidentiels, puisqu'il m'en a donné des descriptions fort détaillées. C'est à ce moment que j'apprends que le combat avec les dix militaires se sont déroulés devant la résidence du Premier Ministre.

Dimanche 10 avril 1994.

Dès six heures du matin, je me prépare pour aller chercher les gens réfugiés chez moi avec quelques militaires, pour me rendre avec eux à l'Ambassade ensuite. Arrivés à mon domicile, nous trouvons quelques Gardes Présidentiels sur le carrefour qu'ils quittent aussitôt. On place une camionnette derrière la maison et plaçons les réfugiés sur leur ventre dans la camionnette. On part vers l'Ambassade pour y arriver vers sept heures du matin. Dans le courant de la matinée, je reçois à l'Ambassade un appel du sous-préfet de Gisenyi qui m'annonce que trois ressortissants belges ont été assassinés par la foule. Pour le reste, je dois faire face aux problèmes que je connais depuis trois jours : appels de gens en danger, tentative de regroupement, selon le plan d'évacuation, à l'intérieur du pays, instructions aux chefs de secteur à Kigali.

Conclusions

De ce que j'ai vécu entre le six et le dix avril 1994 et de ce que j'ai vu sur le carrefour de l'Avenue Paul VI et de l'Avenue de la Jeunesse, plusieurs conclusions pourraient être retenues.

1. Le soir du 6 avril, dès 21h30, des militaires rwandais viennent occuper le carrefour avec des blindés, des camions et de l'artillerie. Ceci à peine une heure après la chute de l'avion. Ceci pourrait indiquer que tout a été préparé, surtout quand on ajoute cet élément aux événements survenus ailleurs à Kigali vers la même heure.

2. Vu que ces militaires rwandais étaient coiffés du béret noir, j'en déduis qu'il s'agissait d'éléments de la Garde Présidentielle.

3. Le carrefour est occupé par un nombre d'hommes et de moyens contre lesquels dix Casques bleus légèrement armés ne pouvaient pas grand chose en cas d'attaque. Ceci a sans doute été rendu encore plus difficile par les moyens mobilisés dans l'attaque de l'autre bout de l'Avenue Paul VI, où se trouvait le camp militaire de Kigali. Ceci doit être souligné vu que ces données sont probablement ignorées par l'opinion publique en Belgique à qui on a présenté la décision ou l'ordre de reddition des Casques bleus comme une absurdité. Vu la supériorité écrasante de moyens et d'hommes dont disposait l'adversaire dans l'attaque, une reddition laissait peut-être encore une chance aux Casques bleus et était peut-être plus rationnelle qu'une défense qui aurait écartée toute possibilité de survie aux Casques bleus. Sans vouloir faire un jugement ou une interprétation qui déborderait des limites du témoignage, les impressions recueillies des événements observés m'amènent cependant à faire cette observation.

4. Il faut ajouter à ces éléments, les faits relatifs au pick-up bleu, atteinte par des balles lors d'un échange de tirs avec nos Casques bleus positionnés devant la résidence de l'Ambassadeur.

préparation ?

Entretien avec personnalités rwandaises à Dar Es Salaam : lors de mon séjour à Dar Es Salaam j'ai rencontré de nombreuses personnalités qui m'ont transmis des informations fort utiles concernant les événements survenus à Kigali dès le 6 avril 1994. Je puis vous recommander de vous mettre en contact avec Mr Baudouin FONTAINE, du service Afrique centrale au Ministère des Affaires Etrangères (02.516 86 23), afin d'en savoir plus. Je tenterai également de vous rencontrer dès mon retour en Belgique le 15 août.

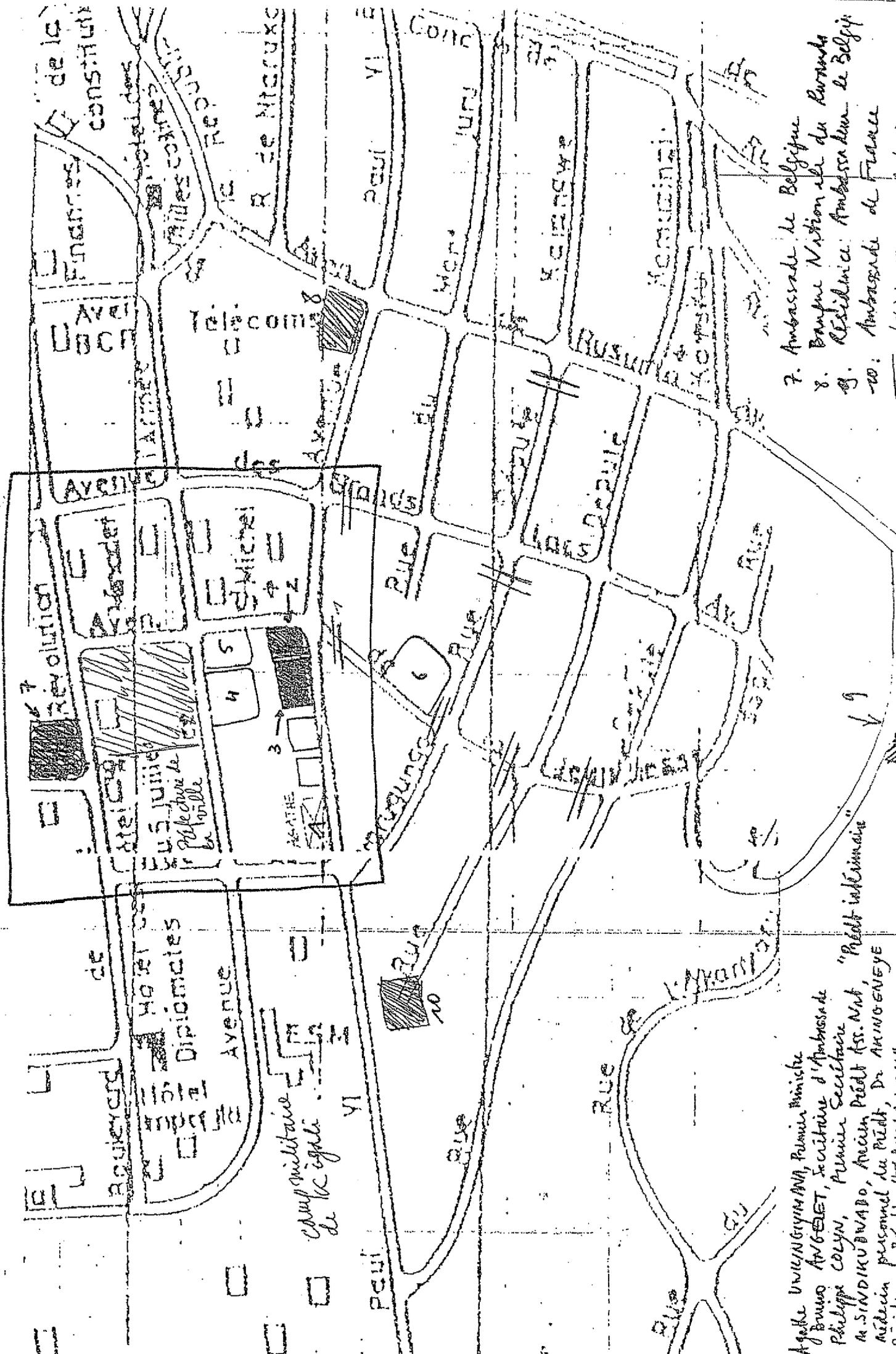
(dans l'Avenue de la Justice)

* Un belge travaillait à côté de la résidence du Président Habyarimana du 6 au 8 avril. Il s'agit de Mr Paul SOREL, travaillant pour le Bureau bond à Bruxelles :

02. 782. 07 78

02. 720 52 917

02. 354 83 80 } privé (36/8 Lemnacke Marcelang
1432 St. Stevens Woluwe)



- 7. Ambassade de Belgique
- 8. Banque Nationale du Rwanda
- 9. Résidence Ambassadeur de Belgique
- 10. Ambassade de France

- Agathe UNIKINGYIMANA, Premier Ministre
- Benigno ANGELET, Secrétaire d'Ambassade
- Philippe COLYN, Premier Secrétaire
- M. SINDIKUBWADO, Ancien Prêtre Ass. Nat., "Prêtre indigène"
- Médicaux personnel du Prêtre, Dr ANINGENEYE